



Assemblée générale

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale
1^{er} décembre 2011
Français
Original : anglais

Sixième Commission

Compte rendu analytique de la 2^e séance

Tenue à New York, au Siège, le lundi 3 octobre 2011, à 15 heures

Président : M. Salinas Burgos (Chili)

Sommaire

Point 109 de l'ordre du jour: Mesures visant à éliminer le terrorisme international
(suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-52681X (F)



Merci de recycler

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 109 de l'ordre du jour: Mesures visant à éliminer le terrorisme international (suite)
(A/66/37 et A/66/96 et Add.1)

1. **M^{me} Enerson** (Norvège) dit que son pays, qui a connu son premier attentat terroriste en 2011, condamne les actes de terrorisme où qu'ils soient commis et quels qu'en soient les motifs en ce qu'ils constituent des crimes et l'une des plus graves menaces à la paix et la sécurité internationale. Le Gouvernement norvégien a fait de la protection des droits de l'homme et de l'état de droit une priorité particulière de l'action qu'il mène pour lutter contre le terrorisme, estimant également que des éléments tels que la démocratie, la liberté d'expression, les libertés fondamentales, l'état de droit, l'ouverture, la compréhension et la tolérance sont essentiels pour prévenir l'apparition du terrorisme. L'unité de desseins démontrée en réponse à la Stratégie antiterrorisme mondiale des Nations Unies, qui adopte la même approche, est encourageante dans la mesure où ce n'est qu'au moyen d'efforts concertés au niveau mondial et d'un renforcement de la coopération internationale que le terrorisme pourra être vaincu. Le colloque organisé par le Secrétaire général sur la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme, tenu à New York le 19 septembre 2001, a été l'occasion de débats fructueux.

2. Il convient de renforcer encore le rôle que joue l'Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme dans l'application de la Stratégie mondiale ainsi que les activités qu'elle mène en matière de renforcement des capacités et de coordination internationale de la lutte antiterroriste. La Norvège a collaboré étroitement avec l'Équipe spéciale à des programmes de déradicalisation et a aussi appuyé les activités de renforcement des capacités juridiques de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC). D'un montant de 2 millions de dollars É.-U., son appui à l'Équipe spéciale a été acheminé essentiellement par le canal de l'initiative d'assistance intégrée à la lutte antiterroriste (I-ACT), qui vise à coordonner les efforts antiterroristes au niveau national et à renforcer les capacités des pays partenaires. L'action préventive devrait de même mettre l'accent sur l'approche régionale.

3. La Norvège est prête à continuer à appuyer l'Équipe spéciale et est fermement résolue à appliquer toutes les résolutions et conventions des Nations Unies

saur le terrorisme. Elle félicite le Conseil de sécurité de continuer de renforcer les droits procéduraux des individus inscrits sur les listes de terroristes, en particulier de l'adoption de la résolution 1989 (2011). La Norvège espère que les États Membres feront montre de la souplesse et de la volonté politique nécessaires pour achever l'adoption d'une convention générale sur le terrorisme international, adoption qui devrait être suivie par la convocation d'une conférence de haut niveau qui ferait le bilan de l'action antiterroriste, recenserait les besoins et rechercherait les ressources disponibles pour appliquer la nouvelle convention.

4. **M. Alshemaili** (Émirats arabe unis) dit que la coopération devrait être intensifiée sur tous les fronts pour s'attaquer au fléau du terrorisme, qui a gagné en complexité et en capacité de nuisance au cours des deux dernières décennies. Les Émirats arabes unis appuient tous les efforts visant à renforcer les systèmes régionaux ou internationaux de lutte antiterroriste sur la base de la Charte des Nations Unies, de l'état de droit et du droit international humanitaire. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies devrait être mise en œuvre de manière équilibrée et non sélective et continuer d'être soumise à des examens périodiques. Le représentant des Émirats arabes unis espère que les États Membres feront preuve de la souplesse politique nécessaire pour régler les questions en suspens en ce qui concerne le projet de convention générale sur le terrorisme international et demande de nouveau que soit convoquée une conférence internationale, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, qui sera chargée de définir clairement le terrorisme et les causes profondes de sa propagation. Des programmes devraient aussi être mis au point pour aider les victimes du terrorisme, y compris du terrorisme d'État.

5. Les Émirats arabes unis se sont doté d'une législation antiterroriste pour pouvoir lutter, notamment, contre le blanchiment de capitaux et la criminalité transnationale organisée, et ils ont aussi adopté d'autres mesures pour éviter la propagation des idéologies favorables au terrorisme. Toutes les ressources et compétences techniques nationales disponibles sont utilisées pour coordonner l'action que mène le pays avec celle des instances internationales, régionales ou sous-régionales de lutte contre le terrorisme et la criminalité en application du droit international. Tous les points d'entrée dans le pays sont rigoureusement contrôlés afin d'empêcher des matières

sensibles de tomber entre les mains de terroristes. La coopération multilatérale avec les partenaires régionaux et internationaux visant à empêcher le financement du terrorisme a aussi été renforcée, tout comme l'a été la coopération militaire dans le cadre de l'action antiterroriste mondiale. D'autres mesures ont été prises, notamment en ce qui concerne l'échange d'informations et de compétences avec les organisations régionales et internationales concernées, l'accession à toutes les conventions antiterroristes régionales et internationales et la participation à divers partenariats antiterroristes régionaux.

6. Le représentant des Émirats arabes unis se déclare préoccupé par les tentatives, relevant de la provocation, qui visent à lier l'extrémisme et le terrorisme à la religion, en particulier à l'Islam, lequel est fondé sur le respect de la personne humaine et promeut la coexistence pacifique entre toutes les nations et tous les peuples, sans exception. Tous les États doivent prendre des mesures préventives et s'efforcer notamment de favoriser une culture de la tolérance et de la paix, d'établir les principes de la justice et du droit international et d'approfondir le respect des droits de l'homme afin de mettre fin aux injustices exploitées par les terroristes pour justifier leurs actes. Les victimes du terrorisme devraient également être traitées avec compassion.

7. **M^{me} Guo Xiaomei** (Chine) dit que la situation en matière de lutte contre le terrorisme demeure complexe et grave, étant donné en particulier les nouveaux défis que posent la diversité des tactiques et la variété croissante des méthodes utilisées par les terroristes. Le terrorisme doit être combattu conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et aux normes reconnues du droit international, dans le respect de la souveraineté nationale, sans faire deux poids deux mesures ni associer le terrorisme à telle civilisation, origine ethnique ou religion. La coopération internationale et le rôle de direction et de coordination de l'Organisation des Nations Unies en matière de lutte contre le terrorisme doivent aussi être renforcés, à la lumière de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Pour éviter d'alimenter le terrorisme, il faut s'attaquer à ses symptômes et causes profondes en mettant également l'accent sur la prévention et la répression; à cet égard, il convient d'éliminer la pauvreté et l'injustice sociale.

8. À cette fin, le Gouvernement chinois est résolu à créer un climat social harmonieux et à parvenir à

l'égalité sociale, la justice et la stabilité. Il accroît également ses efforts pour améliorer le cadre juridique et renforcer ses capacités dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Il continue de s'acquitter des obligations que lui imposent les instruments antiterroristes des Nations Unies auxquels il est partie et accorde beaucoup d'attention aux activités de plaidoyer et à l'éducation afin de lutter contre l'extrémisme. Il a renforcé sa coopération mutuellement avantageuse dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et participe pleinement aux travaux des comités antiterroristes du Conseil de sécurité et de l'Équipe spéciale de la lutte antiterroriste.

9. Outre qu'il doit jouer son rôle de manière responsable s'agissant de l'inscription sur les listes et de la radiation des listes, la Chine a insisté auprès du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) – le Comité contre le terrorisme – sur la nécessité de respecter le choix des États Membres en matière de stratégies antiterroristes et de faire des recommandations équitables et raisonnables durant sa procédure d'examen, compte dûment tenu de la situation des pays concernés et des difficultés qu'ils connaissent. La Chine encourage la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme à mobiliser des ressources afin d'être en mesure de fournir une assistance antiterroriste technique et institutionnelle aux pays en développement.

10. Le Gouvernement chinois participe activement à diverses activités de coopération bilatérale et régionale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et a signé plusieurs traités d'extradition et accords d'entraide judiciaire en matière pénale. La délégation chinoise compte sur l'adoption rapide du projet de convention générale sur le terrorisme international et elle continuera de coopérer de manière constructive au règlement des questions en suspens.

11. **M. Sefue** (République-Unie de Tanzanie) dit que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle central dans la coordination de la lutte antiterroriste, qui a continué de recevoir la priorité qu'elle mérite. Il faut néanmoins en faire davantage pour lutter contre les actes de terrorisme qui se produisent dans le monde entier et créent un sens d'insécurité. Le Gouvernement tanzanien condamne l'attentat mené récemment contre les locaux des Nations Unies au Nigéria, qui est venu rappeler qu'aucun pays n'est à l'abri du fléau du terrorisme. Cette grave menace à la paix et à la sécurité internationales appelle une riposte concertée et coordonnée.

12. Le Gouvernement tanzanien est résolu à utiliser tous les moyens dont il dispose pour combattre le terrorisme et s'attaquer à ses causes profondes. Il est partie à neuf instruments antiterroristes internationaux et à un instrument régional et est en train de ratifier les autres. De nombreuses mesures législatives et autres ont été adoptées au plan national pour donner effet à ces instruments et empêcher les auteurs d'actes terroristes d'opérer en territoire tanzanien.

13. L'adoption du projet de convention générale sur le terrorisme international à la plus haute priorité pour la délégation tanzanienne, car un cadre juridique universellement accepté est le seul moyen de coordonner efficacement la lutte antiterroriste. Il faut sortir sans retard de l'impasse où se trouvent les négociations sur certaines questions en déployant de nouveaux efforts pour coopérer et en manifestant la volonté politique nécessaire. La convocation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies d'une conférence de haut niveau faciliterait également la recherche de solutions aux questions politiques qui entravent les efforts faits pour finaliser le projet de convention.

14. **M. Mokin** (Fédération de Russie) dit que le Colloque sur la coopération antiterroriste internationale organisé récemment par le Secrétaire général a constitué une initiative heureuse tout comme la réunion spéciale qu'a tenue récemment le Comité contre le terrorisme pour commémorer l'adoption de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, qui lui a donné naissance. La menace terroriste est toujours bien présente, et l'action antiterroriste collective doit se poursuivre, coordonnée par l'Organisation des Nations Unies. Il est préoccupant de constater la multiplication des liens entre le terrorisme et le crime organisé et la participation de terroristes au trafic illicite de stupéfiants. Dans certaines régions, "la piraterie terroriste" constitue aussi une menace, des bandes de pirates tirant parti des activités de groupes terroristes.

15. Les États, les organisations internationales et la société civile doivent œuvrer de concert pour lutter contre le terrorisme en observant strictement la Charte des Nations Unies et les principes et règles du droit international. Il est particulièrement important de mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, qui associe à des mécanismes répressifs classiques des mesures de prévention du terrorisme et visant à en éliminer les causes. Le Gouvernement russe

appuie vigoureusement cette approche diversifiée, qui permet de respecter l'état de droit comme les droits de l'homme. La Stratégie mondiale devrait également être mise en œuvre dans d'autres domaines comme la lutte contre l'idéologie terroriste, la prévention de la radicalisation de certains groupes sociaux, la lutte contre l'extrémisme violent et le recrutement de terroristes, et la lutte contre l'incitation à la commission d'actes terroristes et l'utilisation des médias et d'Internet à des fins terroristes.

16. Il conviendrait d'engager un vaste dialogue avec les structures de la société civile aptes à jouer un rôle positif dans les domaines de l'éducation, de la recherche, de la promotion de la tolérance et de la compréhension entre groupes ethniques et religieux, et de la promotion des droits de l'homme et du rejet des idéologies de haine et de violence. En coopération avec l'Équipe spéciale de la lutte antiterroriste, la délégation russe s'attachera à promouvoir les partenariats avec la société civile dans le cadre de la Stratégie mondiale. Le représentant de la Fédération de Russie se félicite de l'accord portant création du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme. La Communauté d'États indépendants (CEI) a adopté une loi type sur la lutte antiterroriste et propose des cours de formation en la matière.

17. Il convient de souligner le rôle majeur que joue le Conseil de sécurité dans l'application de la Stratégie mondiale et d'appuyer les mesures prises, par l'intermédiaire du Comité contre le terrorisme et des comités créés par les résolutions 1267 (1999) et 1540 (2004) du Conseil de sécurité, pour aider les États à appliquer les dispositions des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) du Conseil. Le représentant de la Fédération de Russie se félicite de la réunion extraordinaire que le Comité contre le terrorisme a tenue à Strasbourg, en avril 2011, avec des organisations internationales, régionales et sous-régionales.

18. La délégation russe entend renforcer sa coopération avec le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale dans la lutte contre le terrorisme. L'Assemblée devrait continuer de s'attacher à renforcer les fondements juridiques de l'action antiterroriste et de promouvoir l'universalité des instruments internationaux en la matière. Le projet de convention générale sur le terrorisme international, une fois finalisé, contribuera sensiblement à consolider le fondement juridique de la coopération antiterroriste

internationale. La délégation russe continuera de rechercher des solutions de compromis aux questions en suspens concernant ce projet.

19. **M. Mukongo Ngay** (République démocratique du Congo) se félicite des mesures prises au niveau international pour prévenir et réprimer le terrorisme, et en particulier de l'action menée par des organisations comme l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et la Banque mondiale. Son gouvernement participe activement aux activités antiterroristes menées aux niveaux régional et sous-régional, notamment dans le cadre du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Il collabore également avec le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT) et il soutient les initiatives de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) dans le domaine de la lutte antiterroriste, dont la création du Centre régional d'alerte précoce pour surveiller la menace terroriste dans la région et l'élaboration d'une loi type en matière de lutte antiterroriste pour l'Afrique. La délégation de la République démocratique du Congo appuie la condamnation par l'Union africaine du paiement de rançons aux groupes terroristes. Elle félicite les pays de la région sahélo-saharienne qui, à l'initiative du Royaume du Maroc, ont mis en place un Comité d'état-major opérationnel conjoint et un groupe de liaison pour faciliter le partage de l'information.

20. Les activités antiterroristes ne doivent pas être menées au détriment des droits de l'homme, ni servir à justifier les discriminations ethniques et religieuses, l'exclusion politique ou la marginalisation socioéconomique. La liberté de culte est consacrée dans la Constitution de la République démocratique du Congo, et elle permet aux différentes confessions de cohabiter pacifiquement. Dans la mesure où il est le cadre indispensable de la promotion de la sécurité et de la prospérité, l'état de droit s'oppose aux pratiques terroristes. Les instruments antiterroristes internationaux doivent donc être incorporés dans le droit interne des États et les tribunaux internes doivent être compétents pour juger les auteurs d'actes terroristes et coopérer avec les autres États et les organisations internationales et régionales à cette fin. Cette coopération est essentielle, de même que la fourniture d'un appui pour garantir que les droits de la défense sont respectés, sans aucune discrimination.

Une convention générale sur le terrorisme international compléterait et renforcerait l'ensemble des instruments juridiques existants; il faut donc s'attacher à mener à bon terme les négociations sur le projet de convention.

21. **M. Barriga** (Liechtenstein) condamne tous les actes de terrorisme et réaffirme que sa délégation est résolue à contribuer autant que possible à l'action antiterroriste internationale, notamment en coopérant avec les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement du Liechtenstein a ratifié l'ensemble des 13 instruments antiterroristes internationaux et poursuivra son dialogue avec le Comité contre le terrorisme, qui joue un rôle central dans cette action.

22. Le moment est venu pour la Sixième Commission d'évaluer et, si nécessaire, de revoir sa place dans la riposte toujours plus globale de l'Organisation des Nations Unies au terrorisme international. Sa contribution a jusqu'ici consisté à élaborer de nombreuses conventions internationales en matière de lutte antiterroriste et elle pourrait faire encore plus dans ce domaine, en particulier en finalisant les négociations sur le projet de convention générale sur le terrorisme international. L'immense majorité des États devrait pouvoir appuyer la proposition de compromis actuellement sur la table. Les questions juridiques qui se posent ont été débattues *ad nauseam*, et pourtant la Commission n'a pu mobiliser la volonté politique nécessaire pour parvenir à un accord. Si aucun progrès tangible n'est réalisé à cet égard à la session en cours de l'Assemblée générale, il ne servira à rien de convoquer en 2012 le Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée, en date du 17 décembre 1996, et la Commission devrait plutôt examiner ce point de l'ordre du jour tous les deux ans, et donc ne pas l'examiner les années où a lieu l'examen biennal de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. La lutte contre le terrorisme continuerait ainsi d'être examinée chaque année par l'Assemblée générale, une année en plénière et l'année suivante à la Sixième Commission.

23. **M. Omaish** (Jordanie) dit que la menace mondiale que constitue le terrorisme ne peut être éliminée que par une action multilatérale concertée. Le terrorisme est un phénomène mondial dont les causes et les mobiles sont religieusement et culturellement neutres. Il est donc vital de s'opposer aux tentatives visant à lier le terrorisme à une religion, un groupe ou une race. Aucune forme ni manifestation du terrorisme

n'est justifiable par quelque raison que ce soit. Toutefois, les mesures de sécurité ne suffisent pas pour éliminer le terrorisme. Il faut s'attaquer à ses causes profondes, en tentant compte de la nécessité de respecter les droits de l'homme et l'état de droit. Une riposte mondiale et unifiée s'impose; la délégation jordanienne réitère donc son appui à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

24. Le Gouvernement jordanien continuera de lutter contre le terrorisme et les terroristes par tous les moyens possibles et de coopérer pleinement avec tous ses partenaires à cette fin. Il a pris des mesures concrètes pour combattre le terrorisme au niveau national, notamment en adoptant des lois antiterroristes et contre le blanchiment de capitaux. Les organes compétents veillent à assurer l'application intégrale des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et des contrôles stricts ont été mis en place aux frontières. Diverses institutions publiques sont aussi chargées de protéger les droits des victimes du terrorisme, de contribuer à leur réadaptation et de leur ouvrir de nouvelles possibilités. Le représentant de la Jordanie se félicite de la création du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et attend avec impatience l'achèvement des travaux sur le projet de convention générale sur le terrorisme international, en vue de l'adoption de cet instrument.

25. **M. Ahamed** (Inde) dit que la communauté internationale n'a d'autres choix que de s'attaquer de manière décisive aux énormes problèmes que pose la mondialisation du terrorisme. On ne peut être sélectif face aux groupes ou infrastructures terroristes. Un phénomène mondial appelle des solutions mondiales et la communauté internationale a investi un temps et des ressources considérables dans l'élaboration d'un cadre normatif pour la lutte antiterroriste. La Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international (A/Res/49/60) offre un cadre général, complété par les 12 conventions internationales et 5 protocoles adoptés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

26. L'Inde est pleinement résolue à s'acquitter des obligations que lui imposent les 13 instruments auxquels elle est partie et a contribué aux travaux de tous les comités compétents du Conseil de sécurité, notamment en sa qualité de Président du Comité contre le terrorisme. Au niveau national, elle a renforcé son cadre stratégique et opérationnel de lutte antiterroriste et complété sa législation interne, qui reprend les sanctions imposées par le Conseil de sécurité aux

individus ou entités associés à Al-Qaida et couvre tous les aspects du terrorisme, y compris le complot, l'incitation, le financement, la détention et l'utilisation d'armes létales. Elle a conclu 40 traités bilatéraux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale et, en l'absence d'un tel traité, est en mesure de coopérer dans le cadre des conventions internationales pertinentes sur la base de la réciprocité. Elle s'est aussi dotée d'une cellule de renseignement financier et est un membre actif du Groupe d'action financière (GAFI).

27. Il reste cependant beaucoup à faire. La délégation indienne appuie pleinement le document final adopté par la session extraordinaire qu'a tenue le 28 septembre 2011 le Comité contre le terrorisme pour commémorer le dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité et sa propre création, et en particulier l'adoption par consensus de deux principes: la tolérance zéro à l'égard du terrorisme et la réaffirmation du principe selon lequel tous les actes terroristes sont injustifiables, quels que soient leurs mobiles. La communauté internationale a manifesté sa volonté politique de poursuivre son action antiterroriste et, à cette fin, elle doit renforcer encore le cadre juridique existant et appliquer de manière intégrée la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, qui demeurera incomplète tant que le projet de convention générale sur le terrorisme international n'aura pas été adopté. Ce projet en est maintenant à un stade avancé et il ne faut ménager aucun effort pour en achever l'élaboration à la session en cours.

28. **M. Sea** (Cambodge) dit que la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies est un instrument essentiel pour promouvoir l'action collective et renforcer la coopération dans la lutte antiterroriste. La coopération est également renforcée par les textes issus de manifestations telles que le Colloque du Secrétaire général sur la coopération antiterroriste internationale, tenu à New York le 19 septembre 2011, dont les participants ont demandé que l'on poursuive les efforts pour achever les négociations sur le projet de convention générale sur le terrorisme international, en vue d'adopter ce texte.

29. Le Gouvernement cambodgien continue d'agir pour prévenir les activités terroristes sur son territoire et il a adopté un grand nombre de lois et de règlements, notamment dans le domaine du blanchiment de capitaux, du financement du terrorisme et de la détention d'armes. Il a accédé à tous les principaux

instruments antiterroristes internationaux et a récemment ratifié la Convention antiterroriste de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Sa réussite a été remarquable dans le domaine de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité transnationale et il est en train de mettre en œuvre une politique visant à associer les villageois et les organisations de la société civile, y compris les partis politiques, à une initiative visant à assurer la sécurité des villages et des communes à l'échelle du pays.

30. Outre les réformes et le renforcement des capacités de ses services de détection et de répression des infractions, le Gouvernement cambodgien a accordé beaucoup d'attention à la coopération interinstitutions au niveau national. Il attache beaucoup d'importance à la coopération avec les autres États Membres et les organismes internationaux compétents s'agissant du renforcement des capacités de ces mécanismes et du partage de l'information.

31. **M. Srivali** (Thaïlande) dit que sa délégation appuie la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies dans son intégralité et se félicite de l'examen intergouvernemental de son application mené régulièrement. La Thaïlande est en train d'adhérer aux quelques instruments antiterroristes internationaux auxquels elle n'est pas encore partie ou de les ratifier et elle a pris un certain nombre de mesures, à titre hautement prioritaire, pour lutter contre le terrorisme. Des efforts concertés pour observer les tendances qui se font jour et s'y préparer sont cruciaux pour faire face aux graves problèmes qui risquent de se poser, comme la menace de l'emploi d'armes de destruction massive par des terroristes, l'accroissement de la radicalisation et du terrorisme au niveau national, la propagation parmi la jeunesse des idéologies de l'extrémisme et de la violence et la menace croissante du cyberterrorisme.

32. Le Gouvernement thaïlandais évalue en permanence l'application du droit international et a pris des mesures pour améliorer la manière dont il applique ce droit. En 2010, un groupe d'experts juridiques interinstitutions des secteurs public et privé a été créé pour proposer des amendements à la législation nationale contre le blanchiment de capitaux, en accordant une attention particulière au financement du terrorisme; les autorités compétentes ont le pouvoir d'entendre des témoins et de réunir des preuves, d'engager des enquêtes pénales et de geler les avoirs associés au terrorisme.

33. Une convention générale sur le terrorisme international comblerait les lacunes du régime juridique existant et il est impératif d'adopter rapidement un tel texte. Au niveau régional, la Thaïlande compte renforcer la coopération envisagée par la Convention antiterroriste de l'ASEAN dans le cadre d'un régime susceptible de donner une impulsion à l'action d'autres groupes régionaux afin d'améliorer la collaboration interétatique contre le terrorisme. Les parties à la Convention sont maintenant confrontées à la tâche difficile consistant à harmoniser leurs lois et pratiques avec ses dispositions dans les domaines comme l'extradition et l'entraide judiciaire. Il faut s'attaquer aux causes profondes du terrorisme en mettant en place un régime juridique et répressif efficace dans ce domaine.

34. **M. Wada** (Japon) dit que malgré les progrès accomplis, le terrorisme demeure une grave menace au niveau mondial et qu'il faut poursuivre les efforts. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies doit être appliquée et l'Équipe spéciale de la lutte antiterroriste doit continuer à renforcer la coordination et la cohérence au sein du système des Nations Unies. La délégation japonaise compte qu'une coordination efficace s'instaurera entre l'Équipe spéciale et le Forum antiterroriste mondial nouvellement créé qui, avec le Colloque du Secrétaire général sur la coopération antiterroriste internationale, constitue une initiative positive. Le Japon attache beaucoup d'importance à l'adoption par le Conseil de sécurité des résolutions 1988 (2011) et 1989 (2011) ainsi qu'à l'adoption rapide du projet de convention générale sur le terrorisme international. Il a exposé sa position en ce qui concerne le projet de convention et la convocation d'une conférence de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme en avril 2011 à la quinzième session du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 2010 (1996).

35. **M. Nikolaichik** (Biélorus) dit que malgré les progrès considérables accomplis ces dernières années, le terrorisme demeure une grave menace contre la paix et la sécurité internationales qui n'épargne aucun pays ni aucune région. Davantage d'efforts sont nécessaires pour appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies dans tous ses aspects. Le Biélorus continue de coopérer avec le Comité contre le terrorisme, sa Direction exécutive, l'UNODC, INTERPOL et les autres organismes compétents. Il faut

accorder davantage d'attention au renforcement des capacités nationales et consolider le régime juridique international de lutte contre le terrorisme.

36. La délégation du Bélarus espère que les travaux d'élaboration du projet de convention générale sur le terrorisme international s'achèveront rapidement et elle est prête à examiner des propositions de compromis et à appuyer toute autre mesure nécessaire pour achever les travaux. Des incidents terroristes récents, commis notamment par des individus isolés, montrent que même les États prospères et politiquement stables sont vulnérables. Les dispositions de la future convention doivent donc être actuelles, non ambiguës, et ne pas se prêter à des interprétations arbitraires. Tous les États devraient faire preuve du maximum de souplesse et d'un esprit constructif afin que les négociations puissent être achevées sur la base du consensus.

37. L'Organisation des Nations Unies devrait aider les États à ratifier les divers instruments antiterroristes internationaux et à les incorporer dans leur droit interne, en accordant une attention particulière à ceux de ces instruments qui ont été le moins ratifiés. Les États devraient partager leurs données d'expérience sur les mesures prises pour assurer la sécurité des transports, prévenir le terrorisme chimique, biologique, radiologique ou nucléaire et combattre le financement du terrorisme et l'utilisation d'Internet à des fins terroristes. Il est particulièrement important de coordonner les efforts aux niveaux national, sous-régional, régional et international. La coopération régionale en la matière est la clé d'un système devant permettre d'adapter les mécanismes mondiaux aux diverses régions et de concevoir des méthodes nouvelles et efficaces de lutte antiterroriste.

38. Le Gouvernement du Bélarus coopère activement à l'action antiterroriste dans le cadre de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), de la CEI et d'autres organismes régionaux. En 2009-2010, un certain nombre d'opérations contre la cybercriminalité ont été menées dans le cadre de l'OTSC afin de lutter contre la diffusion de propagande extrémiste au moyen d'Internet.

39. **M^{me} DeRosa** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation reconnaît et appuie vigoureusement le rôle central que joue l'Organisation des Nations Unies dans la coordination des efforts faits pour lutter contre le terrorisme et renforcer la capacité des États de prévenir les actes terroristes. Sa contribution à cet égard a été

mise en lumière lors du Colloque extrêmement productif sur le terrorisme international organisé récemment par le Secrétaire général. L'évolution de la politique antiterroriste de l'Organisation et du cadre institutionnel de cette politique au cours de la décennie passée a été remarquable et devrait se conclure bientôt par l'annonce d'une nouvelle fonction, celle de coordonnateur des Nations Unies pour la lutte antiterroriste.

40. Le cadre juridique de cette lutte est en grande partie issu des travaux de la Commission, qui a élaboré 18 instruments internationaux, auxquels le nombre de parties s'accroît considérablement. Six autres instruments antiterroristes ont également été élaborés pour lutter contre les menaces nouvelles et en gestation en ce qui concerne l'aviation civile, les transports maritimes et la protection des matières nucléaires. Ce n'est toutefois que lorsque ces instruments auront été largement ratifiés et seront pleinement appliqués que l'action de la communauté internationale dans ce domaine sera achevée. À cet égard, le Congrès des États-Unis est en train d'étudier une législation qui permettrait aux États-Unis de ratifier trois instruments récents, et la représentante des États-Unis engage les États qui ne l'ont pas encore fait à faire de même.

41. L'impasse dans laquelle se trouvent les négociations sur les propositions actuelles concernant le projet de convention générale sur le terrorisme international, malgré tous les efforts qui ont été faits, met en lumière les questions qui divisent l'action antiterroriste collective. La délégation des États-Unis demeure prête à participer aux efforts qui seront faits pour achever un texte fondé sur le cadre juridique existant et complétant celui-ci.

42. **M. Johan** (Malaisie) dit que malgré les campagnes d'information et les activités de renforcement des capacités, les innombrables instances pénales et l'utilisation de la force armée, le monde demeure confronté au fléau mortel du terrorisme. Les mesures novatrices introduites en 2001 pour lutter contre le financement du terrorisme n'ont connu qu'un succès mitigé; les événements ultérieurs ont montré que des sommes minimes pouvaient causer des dommages disproportionnés, et que les groupes terroristes utilisaient de plus en plus les enlèvements et les prises d'otages pour se procurer des revenus. L'utilisation de la force et les poursuites pénales ne peuvent lutter efficacement contre le terrorisme; il faut en effet s'attaquer à ses causes profondes, notamment

la pauvreté, la marginalisation et l'occupation étrangère.

43. La Malaisie collabore avec l'Organisation des Nations Unies à la production d'un film documentaire sur ses programmes de prévention et de réadaptation dans le domaine de la lutte contre le terrorisme qui pourrait offrir un modèle aux États intéressés. Elle est partie à neuf instruments antiterroristes internationaux et des mesures législatives sont en cours d'adoption pour accéder aux instruments restants. S'agissant de la convention générale sur le terrorisme international, les diverses options proposées devraient être examinées sérieusement. La délégation malaisienne est favorable à la convocation d'une conférence de haut niveau, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, pour faire face aux défis actuels et qui se font jour, mais cette convocation ne doit pas être subordonnée à la conclusion des travaux sur le projet, car les échanges politiques qui auront lieu lors d'une telle conférence pourraient contribuer au règlement des questions non juridiques en suspens à cet égard.

44. L'Organisation des Nations Unies doit être à la tête des initiatives antiterroristes, mais elle ne doit pas imposer aux États Membres une charge trop lourde en matière d'établissement de rapports. Lorsque l'on examine les conditions propices au terrorisme, notamment les conflits non réglés, le principe cardinal est que les mesures antiterroristes ne doivent pas violer les principes de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États.

45. **M. Maza Martelli** (El Salvador) félicite le Secrétaire général du récent Colloque sur la coopération antiterroriste internationale. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies doit être actualisée afin d'améliorer la coopération et le respect des droits de l'homme et de la souveraineté des États, ainsi que l'intégration des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux. La délégation salvadorienne partage la douleur des familles des victimes du terrorisme, que rien ne saurait jamais justifier.

46. El Salvador est partie à la plupart des instruments antiterroristes régionaux et internationaux et a adopté ses propres mesures de surveillance et de coopération. Tout doit être fait pour prévenir et réprimer les actes de terrorisme tout en respectant la démocratie, les droits de l'homme et le droit international de manière à réaliser un équilibre adéquat entre la sécurité et l'état

de droit. L'Organisation des Nations Unies doit demeurer la principale instance de débat dans la lutte antiterroriste.

47. Enfin, la délégation salvadorienne confirme la position prise par son pays lors de la quinzième session du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1996. Il est incontestablement nécessaire d'adopter de nouveaux instruments juridiques, et notamment le projet de convention générale sur le terrorisme international.

48. **M. Bonifaz** (Pérou) dit que son pays, lui-même victime d'actes terroristes, condamne sans équivoque le terrorisme sous toutes ses formes, et considère qu'il ne pourra être éliminé que par une action concertée. Il juge étrange qu'après dix ans de négociation il n'y ait toujours pas d'accord sur le projet de convention générale sur le terrorisme international et appelle l'attention sur l'impact que ce retard risque d'avoir pour les victimes et leurs familles. L'objectif fixé au paragraphe 83 du Document final du Sommet mondial de 2005 (A/RES/60/1), dans lequel les États Membres soulignaient la nécessité de conclure une convention générale sur le terrorisme international, a presque été atteint. Le Pérou réaffirme sa position sur les questions en suspens. Premièrement, le projet de convention doit reposer sur le concept de responsabilité pénale individuelle des auteurs d'actes terroristes. L'attribution d'un acte terroriste à un État relève d'une catégorie juridique différente: la responsabilité internationale de l'État pour fait internationalement illicite. Deuxièmement, le projet de convention ne doit pas modifier le régime du droit international humanitaire; il doit préserver celui-ci, par l'ajout d'un nouvel alinéa au préambule et d'un nouveau paragraphe 5 au projet d'article 18, comme l'a proposé la coordonnatrice des négociations sur le projet, M^{me} Maria Telalian, en 2007 (A/62/37), car cela est essentiel pour établir le champ d'application de l'instrument. Troisièmement, le projet de convention ne doit pas porter atteinte au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, un pilier de la Charte des Nations Unies, mais doit le confirmer. Ce droit doit être exercé conformément au droit international, comme indiqué dans les clauses d'exclusion du projet d'article 18.

49. L'adoption du projet de convention, si elle n'éliminerait pas le terrorisme, indiquerait clairement à tous que les auteurs d'actes de terrorisme seront punis conformément au droit international. Elle constituerait aussi un cadre juridique essentiel pour la lutte contre le

terrorisme et la prévention de l'impunité. La délégation péruvienne engage tous les États, les organisations internationales et la société civile à œuvrer à la réalisation de cet objectif.

50. **M. Errázuriz** (Chili) dit que son pays condamne vigoureusement le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations; c'est un phénomène qui continue de menacer des régions entières et la sécurité mondiale, semant la peur et la panique. Il importe que chacun prenne conscience des souffrances de ses victimes. Les actes de terrorisme doivent être fermement condamnés par la communauté internationale et leurs auteurs être traduits en justice. Il est nécessaire de renforcer la coopération antiterroriste internationale, l'Organisation des Nations Unies étant au centre de cette action. La délégation chilienne appuie vigoureusement la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, se félicite des progrès accomplis dans la mise en œuvre de ses quatre piliers et elle approuve son approche holiste, qui vise à s'attaquer aux conditions propices à la propagation du terrorisme et prévoit des mesures de renforcement des capacités et un élargissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies. Elle se félicite aussi que la Stratégie mentionne la nécessité de respecter les droits de l'homme et l'état de droit. Les mesures antiterroristes doivent respecter le droit international, en particulier les droits de l'homme, le droit humanitaire et le droit des réfugiés, et doivent être compatibles avec la Charte des Nations Unies et les traités pertinents.

51. La délégation chilienne se félicite de l'institutionnalisation de l'Équipe spéciale de la lutte antiterroriste, qui permettra aux États Membres de définir les grands principes de la lutte antiterroriste, et elle souligne l'importance de la coopération avec les organisations internationales et régionales. En tant que membre de l'Organisation des États américains (OEA), le Gouvernement chilien participe activement aux travaux du Comité interaméricain de la lutte antiterroriste.

52. Le rapport du Secrétaire général sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international (A/66/96) donne une vue d'ensemble utile des mesures prises aux niveaux national et international et des travaux du Colloque sur la coopération antiterroriste internationale. À cet égard, le représentant du Chili note que dans son résumé des débats, le Président du Colloque mentionne "la nécessité croissante d'instaurer une culture du dialogue à tous les niveaux et entre tous

les groupes" afin de prévenir le terrorisme. Il est essentiel de recenser et d'éliminer les facteurs suscitant des actes de terrorisme, y compris l'intolérance politique, ethnique, raciale et religieuse et la fracture économique et sociale entre pays et nations. Tous les États doivent renforcer leurs mécanismes de coopération judiciaire ainsi que l'échange d'informations entre leurs services de police et cellules de renseignement financier pour lutter contre le financement du terrorisme.

53. Le Chili demande aux États Membres d'achever le plus rapidement possible l'élaboration du projet de convention générale sur le terrorisme international. Si les négociateurs font preuve de souplesse, l'instrument pourra être adopté à la session en cours de l'Assemblée générale. Les délégations doivent reconnaître que seul un texte de compromis pourra être adopté. Des consultations multilatérales ouvertes assureraient la transparence et un maximum de progrès. Le représentant du Chili espère que l'on aboutira rapidement à des résultats substantiels afin que la conférence de haut niveau sur le terrorisme puisse être convoquée.

54. **M. Tladi** (Afrique du Sud) dit que les attentats terroristes perpétrés récemment dans le monde entier viennent rappeler que le monde ne sera pas un endroit sûr tant que le terrorisme n'aura pas été éliminé. Il n'est nul besoin de recourir à des principes juridiques théoriques; les dommages et les souffrances causés par les actes de terrorisme justifient pleinement la lutte antiterroriste. La protection des droits de l'homme devrait être à la base des mesures antiterroristes, qui doivent respecter ces droits et la dignité humaine.

55. Le Gouvernement sud-africain a insisté sur la nécessité de garantir les droits de la défense et de prévoir des recours efficaces dans le cadre des régimes de sanctions liés au terrorisme. Il se félicite donc de la décision récente du Conseil de sécurité de renforcer les droits de la défense, en particulier par l'institution de clauses dites « *sunset* ». Toutefois, malheureusement, ces protections ne bénéficient pas aux individus figurant sur la liste établie en application de la résolution 1988 (2001) du Conseil de sécurité, auxquels la protection accordée par la Liste établie conformément à la résolution 1267 (1999) du Conseil de sécurité a été dans les faits retirée. Le représentant de l'Afrique du Sud espère que le Conseil continuera à améliorer l'équité des régimes de sanctions et envisagera d'étendre à d'autres régimes la protection

accordée aux individus figurant sur les listes établies en application des résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011). Il espère aussi que le projet de convention générale sur le terrorisme international sera adopté par la Commission durant la session en cours de l'Assemblée générale, sur la base du texte établi en 2007 par la Coordinatrice du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1996.

56. **M^{me} Picco** (Monaco) dit que malgré l'engagement de la communauté internationale en faveur de la coopération antiterroriste mondiale et, dans ce contexte, du respect des droits de l'homme et de l'état de droit, des attentats terroristes continuent de tuer et de mutiler des civils dans le monde entier. Il est donc temps d'achever les travaux d'élaboration du projet de convention générale sur le terrorisme international. Pour sa part, Monaco est partie à 13 instruments antiterroristes internationaux et poursuit son dialogue avec le Comité contre le terrorisme.

57. **M. Sharifov** (Azerbaïdjan) dit que son Gouvernement a mis au point un plan d'action antiterroriste national, harmonisé son droit interne afin qu'il soit conforme aux 13 instruments antiterroristes internationaux auxquels le pays est partie et créé un cadre législatif pour la coordination des activités des services compétents. Il est actif aux niveaux international, régional et bilatéral, notamment dans le cadre de l'Organisation pour la démocratie et le développement économique. Les activités de coopération de cette organisation dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et de la répression des actes de terrorisme, notamment avec des organismes internationaux comme le Service de la prévention du terrorisme de l'UNODC et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), se sont intensifiées ces dernières années, et la délégation azerbaïdjanaise a l'intention de proposer que cela soit indiqué dans le projet de résolution de l'Assemblée générale qui sera présenté sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international.

58. Le règlement pacifique des conflits pourrait contribuer à renforcer l'action antiterroriste mondiale dans la mesure où les conflits non réglés créent des conditions propices à la propagation du terrorisme. L'absence de mécanismes efficaces de contrôle des armes classiques dans les régions connaissant des conflits armés, en particulier dans les territoires sous occupation militaire étrangère, est extrêmement

préoccupante dans la mesure où l'accumulation d'armements et de munitions en dehors de tout contrôle international constitue une grave menace pour la paix et la sécurité régionales. En particulier, des armes telles que les systèmes individuels de missiles sol-air pourraient tomber entre les mains des terroristes. Il est donc essentiel de s'attaquer aux causes profondes du terrorisme et de prendre des mesures plus efficaces pour empêcher les États Membres qui exercent un contrôle politique et militaire effectif sur des territoires occupés d'acquiescer des armes classiques et de dénoncer les tentatives qu'ils font pour dénier toute responsabilité.

59. En tant que pays qui a été par le passé victime d'attentats terroristes parrainés par des États et qui demeure une cible potentielle, l'Azerbaïdjan condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et accomplit des efforts soutenus pour collaborer avec la communauté internationale à sa prévention et son élimination. Tous les actes de terrorisme sont des crimes graves, injustifiables et inacceptables, qui doivent être condamnés sans équivoque et dont les auteurs doivent être poursuivis, en particulier lorsque des civils sont pris pour cible ou sont touchés. Dans le même temps, il faut également condamner les tentatives visant à associer le terrorisme à telle ou telle culture ou religion. Ces dernières années, des attaques inacceptables visant l'Islam dans certains pays ont mis en lumière la nécessité de lutter contre ces phénomènes et préjugés diffamatoires. La déformation de la vérité, les messages de haine, les préjugés et la partialité doivent être éliminés des manuels scolaires, qui devraient inculquer une connaissance élémentaire des autres cultures, civilisations et religions. Des initiatives comme l'Alliance des civilisations de l'ONU favorisent une culture de paix et de tolérance, contribuant ainsi à l'application efficace des mesures antiterroristes.

60. L'absence d'une définition claire du terrorisme entrave les efforts faits pour amener non seulement les terroristes et organisations terroristes mais aussi les États qui favorisent, appuient ou financent des activités terroristes à rendre des comptes. Le représentant de l'Azerbaïdjan compte qu'un accord sur le projet de convention générale sur le terrorisme international, un instrument qui renforcerait le cadre juridique existant dans ce domaine, sera rapidement conclu. Enfin, il faut se féliciter de l'accord portant création du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, qui

assurera la coordination de l'action antiterroriste des Nations Unies.

61. **M. Adi** (République arabe syrienne) dit qu'une action internationale concertée et systématique contre le terrorisme doit procéder d'une définition juridique claire qui distingue le crime odieux que constitue le terrorisme de la lutte des peuples pour leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance, garanti par la Charte des Nations Unies. En 1986, après avoir fait l'expérience amère du phénomène, la République arabe syrienne a été un des premiers pays à défendre l'idée d'une conférence internationale à cette fin. Le danger que constitue le terrorisme est toutefois plus que théorique: suscités, financés et protégés par des étrangers, des groupes terroristes armés continuent d'opérer contre des civils et d'autres en République arabe syrienne dans le but de porter atteinte à la stabilité et à la sécurité intérieures.

62. Les objectifs de la lutte antiterroriste ne pourront être réalisés aussi longtemps que le terrorisme perdurera sous sa forme la plus grave, à savoir le terrorisme d'État, dont l'exemple le plus évident est donné par les crimes quotidiens commis par Israël contre le peuple palestinien dans les territoires arabes occupés. On peut citer parmi ces crimes l'agression menée récemment contre Gaza, le raid israélien contre la Flottille de la liberté porteuse d'aide humanitaire et la pratique israélienne du terrorisme nucléaire contre les pays de la région. Les citoyens syriens du Golan occupés n'ont pas non plus été épargnés par les pratiques constitutives du terrorisme d'État auquel Israël se livre en violation du droit international, des résolutions de la légitimité internationale et des instruments relatifs aux droits de l'homme, une situation sur laquelle la délégation syrienne appelle depuis longtemps l'attention.

63. Le Gouvernement syrien est partie à 10 instruments antiterroristes internationaux et envisage d'accéder aux trois instruments restants. Il est aussi partie à divers instruments antiterroristes régionaux. Il s'acquitte de ses obligations au titre de ces instruments et lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, notamment en sa qualité de membre du Groupe Egmont. À cet égard, il a pris des mesures pour harmoniser sa législation avec les recommandations de ce groupe dans des domaines comme celui du secret bancaire.

64. L'arsenal dont disposent les Nations Unies pour lutter contre le terrorisme demeurera toutefois incomplet en l'absence d'un instrument qui traite du terrorisme d'État. La délégation syrienne continue d'espérer que le projet de convention générale sur le terrorisme international sera bientôt achevé et regrette que, malgré des efforts inlassables, son adoption ait jusqu'ici été entravée par l'absence de volonté politique. Il faut veiller à ce que la lutte contre le terrorisme ne serve pas de prétexte pour violer les droits des peuples ou semer la haine de telle ou telle religion, civilisation ou culture. Toute tentative visant à associer le terrorisme à une religion, une race, une culture, une langue ou une nationalité doit être rejetée et toutes les mesures antiterroristes doivent être compatibles avec la Charte des Nations Unies, les instruments relatifs aux droits de l'homme et le droit international humanitaire.

65. **M. Kim Yong Song** (République populaire démocratique de Corée) dit que l'instauration de relations internationales fondées sur l'égalité souveraine, la justice et l'équité contribuerait à l'élimination des causes profondes du terrorisme. Tous les pays ont la responsabilité de promouvoir la coopération internationale en vue du développement et de la prospérité communs, tout en respectant leurs idéologies, systèmes politiques, cultures et traditions réciproques. Le projet de convention générale sur le terrorisme international actuellement à l'examen devrait donc clairement consacrer ce fondement des relations internationales. Un autre principe fondamental de la coopération mondiale contre le terrorisme est le respect de la souveraineté, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et l'observation des buts et principes de la Charte des Nations Unies.

66. En aucune circonstance les États ne doivent utiliser le terrorisme à des fins politiques. Il convient de rejeter les pratiques consistant à qualifier arbitrairement un État d'"État terroriste" et à avaliser ou utiliser la force militaire. L'agression contre l'Afghanistan et l'Iraq, l'occupation par Israël de la Palestine et d'autres territoires arabes sous le prétexte de lutter contre le terrorisme, et les meurtres de civils sont manifestation des actes de terrorisme d'État qui violent les droits de l'homme. Il est donc impératif que le projet de convention générale sur le terrorisme international traite de la question des actes terroristes commis par les armées nationales. À cette fin, la

délégation de la République populaire démocratique de Corée appuie la proposition de convoquer une conférence de haut niveau sur le terrorisme en vue de recenser adéquatement les causes profondes de ce phénomène et d'arrêter des contremesures conjointes.

67. Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée est en train de renforcer ses dispositifs antiterroristes en amendant ses lois en la matière et en prenant des mesures concrètes eu égard à la situation unique du pays dont la péninsule coréenne et à l'esprit des instruments antiterroristes internationaux. Résolu à renforcer la coopération internationale et bilatérale dans la lutte contre le crime organisé et le terrorisme, il participe activement aux activités antiterroristes de l'ONU et applique toutes les résolutions et mesures concernant le terrorisme. Il a aussi accédé à sept instruments antiterroristes internationaux et en a incorporé les dispositions pertinentes dans son droit interne.

68. **M^{me} Schonmann** (Israël) dit que le terrorisme se joue des frontières et des nationalités et ne peut exister qu'avec l'appui et la complicité d'États. Il est impératif de lutter contre l'incitation au terrorisme, notamment à l'école, dans les lieux de culte et dans les médias. Le terrorisme a commencé lorsque des individus en ont déshumanisé d'autres et ont encouragé le martyr et la culture de la mort. La bonne gouvernance constitue une garantie puissante contre les attentats terroristes, que l'on réussit mieux à prévenir lorsque l'état de droit prévaut. Le renforcement des capacités des États en matière de lutte antiterroriste doit donc aller de pair avec l'établissement de critères du niveau général de gouvernance et de transparence. Israël est fier d'être un partenaire actif de l'action antiterroriste de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'un donateur à cet égard, fournissant des fonds et une assistance technique et faisant partager son expérience non négligeable de ce fléau. La communauté internationale doit être vigilante et veiller à ce que les troubles créés par la guerre, les conflits et les carences dans la gouvernance ne suscitent pas le terrorisme et elle doit coopérer plus étroitement pour empêcher les groupes terroristes de tirer parti du vide créé par l'instabilité.

69. Les demandes visant à ce qu'on s'attaque aux causes sous-jacentes du terrorisme sont trop souvent des tentatives à peine déguisées de justifier l'injustifiable. Des facteurs comme l'incitation, l'intolérance et l'absence de démocratie nourrissent une culture de la haine dans laquelle le meurtre est glorifié

et le meurtrier qualifié de martyr, suscitant une logique tordue qui pousse les terroristes à anéantir des vies innocentes. La délégation israélienne appuie la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, qui constituent un cadre essentiel de la lutte antiterroriste, et Israël participe en tant que partenaire résolu aux efforts menés aux niveaux national, régional et bilatéral. Les États qui se comportent comme si la neutralité était possible en donnant refuge à des terroristes et à leurs partisans, en laissant des fonds alloués au terrorisme circuler librement et en permettant le trafic d'armes et de matériel utilisés dans des attentats terroristes sont, en réalité, complices du terrorisme et doivent payer le prix de cette complicité. Dans de tels cas, la riposte internationale doit être directe; parrainer le terrorisme et laisser des groupes terroristes agir dans l'impunité à partir du territoire national ne fait pas partie des prérogatives de la souveraineté.

70. La délégation israélienne appuie l'idée d'une convention générale sur le terrorisme international, qui doit mettre l'accent sur la conviction fondamentale selon laquelle aucune cause ni aucun grief ne justifie le terrorisme, quelle qu'en soit la forme. La conclusion rapide d'une telle convention ne doit néanmoins pas s'effectuer au détriment des principes susceptibles d'en faire un outil antiterroriste efficace.

71. Parlant dans l'exercice du droit de réponse, la représentante d'Israël souligne qu'il est surréel d'entendre encore et encore son pays rituellement diffamé par certains pays de la région qui commettent en série les pires violations des droits de l'homme, dont certains – comme la République arabe syrienne – continuent de massacrer et d'opprimer leur propre population. Entre autres choses, ces États sont les principaux sanctuaires du terrorisme et s'efforcent avec cynisme de détourner l'attention de leurs propres abus. Ils demeurent muets face aux atrocités terribles d'une portée et d'une ampleur inimaginable se produisant ailleurs dans leur région et s'abstiennent de condamner les attentats terroristes meurtriers commis contre Israël. La véritable question est de savoir si la Sixième Commission est conçue pour encourager la politisation et l'extrémisme sous le voile du discours juridique. La pratique établie de la Commission est de demeurer une instance travaillant dans la dignité, au sein de laquelle les diverses opinions juridiques s'expriment. La représentante d'Israël demande donc que le débat se

déroule de manière professionnelle, et qu'il ne soit pas permis par les accusations et le langage dégradant entendu à l'occasion durant la session en cours.

72. **M. Dahmane** (Algérie) dit que, dans un esprit de fraternité, il souhaite apporter une correction factuelle à la déclaration faite par le représentant de la République démocratique du Congo: ce sont quatre pays, à savoir l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger, qui ont pris l'initiative de créer le Comité d'état-major opérationnel conjoint pour s'occuper de la lutte contre le terrorisme.

73. **M. Adi** (République arabe syrienne), parlant dans l'exercice du droit de réponse, souligne que la critique de son pays exprimée à la séance en cours émane de la représentante d'un État qui est lui-même la quintessence du terrorisme. De fait, on ne peut parler du terrorisme au Moyen-Orient sans qu'Israël, qui a une longue histoire dans ce domaine, ne vienne à l'esprit. Le temps alloué à l'exercice du droit de réponse est infiniment trop bref pour relater toutes les activités terroristes d'Israël contre un peuple entier. Israël a dépêché des bandes en Palestine pour tuer des Palestiniens, dont il a saisi, occupé et colonisé la terre; ce pays a assassiné le Médiateur des Nations Unies pour la Palestine, le comte Bernadotte, et il a été le premier à détourner un avion civil. Les violations israéliennes du droit international comprennent aussi des attaques contre des navires dans les eaux internationales et le meurtre de personnalités sur le territoire d'autres États. Quelle que soit la manière dont Israël tente de déformer les faits, il demeure un État terroriste dans tous les sens du mot.

74. **M^{me} Schonmann** (Israël), prenant la parole dans l'exercice du droit de réponse, dit qu'un gouvernement qui est prêt à tuer des centaines de ses propres civils devrait être le dernier à prêcher le respect de l'état de droit. La République arabe syrienne accueille, appuie, finance et encourage des organisations terroristes comme le Hezbollah et le Hamas; elle accorde des facilités à ces organisations et les autorise à avoir leurs sièges à Damas et à transférer des armes via son territoire. Ses pratiques et ses actions reflètent la perspective qui est depuis longtemps la sienne en matière de soutien au terrorisme. La représentante d'Israël se demande si la délégation syrienne avancerait les mêmes arguments concernant l'autodétermination et la liberté de ne pas être opprimés au bénéfice des milliers de manifestants défilant dans de nombreuses villes syriennes.

75. **M. Adi** (République arabe syrienne), parlant dans l'exercice du droit de réponse, dit que les observations de la représentante d'Israël ne méritent guère qu'on y réponde; les expériences de son pays aux mains d'Israël ont été mentionnées dans la déclaration qu'il a faite. Si le Gouvernement israélien adoptait réellement une approche humanitaire à l'égard des civils, il n'aurait pas tué autant de dizaines de milliers d'entre eux durant sa longue pratique du terrorisme.

La séance est levée à 18 heures.